



Arrêt

n° 135 876 du 6 janvier 2015
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 août 2014 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 31 juillet 2014.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 3 septembre 2014 avec la référence X.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 7 octobre 2014 convoquant les parties à l'audience du 7 novembre 2014.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me D'HAYER loco Me C. NEPPER, avocat, et S. ROUARD, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité congolaise (République Démocratique du Congo) et d'ethnie mutandu. Vous êtes originaire de Lingwala. Après vous être mariée et avoir eu vos trois enfants, vous avez été vivre avec votre mari à Lukunga dans la province du Bas-Congo. Le 1er janvier 2013, votre mari est décédé des suites d'une maladie. Votre fils, [A.N], un colonel, vous a emmenée chez lui à Barumbu. Après quelques jours, il vous a annoncé qu'il allait être muté à Goma et qu'il devait s'y rendre le 11 novembre 2013. Vous êtes partie vivre là-bas avec lui. Le 2 juin 2014, vous,

votre fils, son épouse et ses enfants avez été arrêtés. Les autorités vous ont reproché d'être originaire de la province du Bas-Congo. Vous avez été emmenés dans un endroit que vous ignorez à Goma. Vous avez été détenue durant trois jours. Vous avez pu vous évader grâce à des démarches entreprises par un ami de votre fils, un certain [P.M]. Vous avez été conduite dans un couvent où vous êtes restée moins de deux heures. Vous avez ensuite quitté le Congo pour vous rendre au Rwanda. Le 21 juin 2014, vous avez quitté, par avion, le Rwanda et vous êtes arrivée le lendemain en Belgique. Vous avez introduit votre demande d'asile le 23 juin 2014.

B. Motivation

Dans le cadre de votre demande d'asile, il vous appartient de convaincre l'autorité administrative que vous avez quitté votre pays, ou en demeurez éloignée, par crainte de persécution au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, ou qu'il existe dans votre chef un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement des étrangers. Or, tel n'est pas le cas en raison des éléments développés ci-dessous.

Ainsi, vous avez déclaré (audition du 15 juillet 2014, pp. 17, 18) avoir quitté le Congo après avoir été arrêtée en même temps que votre fils, le colonel [A.N], sa femme et ses enfants, le 2 juin 2014, à Goma. Vous viviez là-bas avec votre fils, le colonel [A.N], depuis le 11 novembre 2013. Vos origines, soit, votre provenance de la province du Bas-Congo vous ont été reprochées, origines dont les autorités ont pu avoir connaissance grâce aux données dont elles disposaient dans le cadre de la fonction de votre fils. Depuis votre arrestation, vous n'avez plus eu aucune nouvelle de lui.

Cependant, concernant ces faits, force est de constater que vous avez fait état d'imprécisions importantes empêchant de les considérer comme établis.

Premièrement, vous avez expliqué (audition du 15 juillet 2014, pp. 3, 4, 14) que vous étiez partie vivre avec votre fils, le colonel [A.N], à Goma après sa mutation, à savoir du 11 novembre 2013 au mois de juin 2014, soit, durant plus de six mois. Cependant, vous n'avez pu donner aucune précision quant à l'endroit où vous avez vécu durant cette période à Goma.

Vous n'avez pu d'ailleurs fournir (audition du 15 juillet 2014, pp. 15, 16, 17) quelque indication ou information concrète relative à Goma de nature à établir que vous avez bien vécu là-bas, durant cette période, comme vous l'avez déclaré. Et, lorsqu'il vous a été demandé de citer un événement politique, un fait divers, accident, événement naturel ou quoique ce soit qui a eu lieu lorsque vous vous trouviez à Goma, hormis des propos très généraux tels que le fait qu'il y avait la guerre ou que votre belle-fille vous avait répété, à une date que vous ne pouvez pas, du reste, préciser, qu'il y avait des tirs partout au marché, vous n'avez rien ajouté d'autre. Si vous avez certes affirmé n'être jamais sortie durant la période où vous étiez à Goma, soulignons le caractère peu crédible d'une telle méconnaissance quant à l'endroit où vous étiez logée et/ou des événements qui s'y sont déroulés. Dès lors, en l'absence d'informations plus précises de nature à éclairer le Commissariat général, il n'est pas possible de considérer ces faits comme établis.

Or, dans la mesure où votre présence à Goma ne peut être considérée comme établie, les faits que vous invoquez à l'appui de votre demande et qui s'y seraient déroulés ne sauraient être considérés comme crédibles. D'autant que, s'agissant des problèmes que vous dites avoir rencontrés à Goma et du contexte dans lequel ceux-ci prennent place, vos déclarations sont également restées imprécises et vagues.

Ainsi, tout d'abord, s'agissant de votre fils, personne avec laquelle vous vivez depuis le mois de janvier 2013 et en raison des obligations professionnelles duquel vous vous rendez à Goma, le 11 novembre 2013, vos propos sont restés lacunaires. Ainsi, si vous avez pu préciser (audition du 15 juillet 2014, pp. 13, 14, 21) qu'il avait le grade de colonel, invitée à parler de sa carrière et de son parcours professionnel, excepté qu'il était soldat à l'époque de feu Mobutu, et qu'il travaille dans des bureaux, vous avez dit ne rien savoir de plus. De même, soulignons le caractère contradictoire de vos propos. Ainsi, tantôt vous avez dit ne pas savoir comment il était devenu soldat, s'il avait suivi une formation ou s'il avait été enrôlé, tantôt, vous avez déclaré qu'il avait suivi des cours dans un centre de formation afin de devenir soldat. Vous avez également dit ne pas pouvoir préciser les endroits où celui-ci a travaillé ainsi que les fonctions qu'il a exercées. Vous avez également déclaré ne pas savoir où votre fils travaillait, à Kinshasa, durant la période où vous êtes restée chez lui, soit, du mois de janvier 2013 au

mois de novembre 2013. Vous n'avez pas pu davantage préciser où il travaillait après votre départ à Goma.

Notons que de telles imprécisions, lesquelles, de surcroît, portent, en partie, sur des événements de la vie de votre fils durant la période où vous habitiez chez lui empêchent de considérer vos déclarations comme crédibles.

De même, vous avez expliqué (audition du 15 juillet 2014, p. 19) avoir été arrêtée le 2 juin 2014. Cependant, vous n'avez pas pu donner la moindre indication quant au lieu où vous dites avoir été détenue. Interrogée sur cette détention même, vous vous êtes limitée à dire qu'après avoir décliné votre identité vous avez été placée dans un cachot rectangulaire avec de petites fenêtres, que vous aviez le ventre gonflé et perdu une dent et que vous pensiez à votre fils. Vous avez ajouté ensuite avoir reçu à manger le second jour uniquement (audition du 15 juillet 2014 pp. 19-20).

En outre, s'agissant de votre évasion, vos déclarations sont restées tout aussi imprécises (audition du 15 juillet 2014, pp. 10, 11, 20). Ainsi, vous avez dit qu'un ami de votre fils et un prêtre avaient organisé votre évasion et vous n'avez pas pu fournir la moindre information quant aux démarches qui ont été faites afin de permettre votre évasion. Vous avez ainsi dit ne pas savoir si quoique ce soit a été payé ou donné afin que vous puissiez sortir et vous avez dit ne pas pouvoir préciser quelles personnes ont fait quelles démarches pour permettre votre libération.

Mais surtout, invitée à expliquer les raisons pour lesquelles vous parliez d'évasion plutôt que de libération, vous n'avez pas répondu (audition du 15 juillet 2014, pp. 11, 12) et vous vous êtes contentée de dire que toutes ces questions étaient entre l'abbé [S] et [P.M] sans autre précision.

A nouveau, de telles imprécisions, compte tenu de la nature des faits sur lesquels elles portent et de leur importance, empêchent de considérer que vous avez vécu les faits tels que vous les avez avancés.

Enfin, vous avez expliqué (audition du 15 juillet 2014, pp. 20, 21) que l'ami de votre fils, [P.M], vous avait dit avoir cherché votre fils sans succès. Cependant, à nouveau vous n'avez pu fournir aucune précision quant aux démarches effectuées pour ce faire, où il s'est rendu et à qui il s'était adressé.

En outre, vous dites (audition du 15 juillet 2014, pp. 5, 6, 12) être ensuite restée au Rwanda jusqu'au 22 juin 2014 durant deux semaines et demi. Or, d'une part, vous n'avez pas été à même de préciser l'identité complète de la personne – [L] - chez laquelle vous êtes restée. D'autre part, vous avez dit ne pas pouvoir donner le prénom des autres personnes qui vivaient là-bas, à savoir l'épouse de [L] et ses enfants. Mais surtout, vous n'avez pas pu dire dans quelle ville/localité ou quartier était situé l'endroit où vous avez été hébergée.

Quant aux conditions dans lesquelles vous avez voyagé jusqu'en Belgique, vous n'avez pu donner que peu d'indications (audition du 15 juillet 2014, pp. 8, 9). Ainsi, si vous avez pu préciser avoir voyagé munie d'un passeport rouge au nom de [K.J], vous avez déclaré ne pas savoir comment votre voyage a été organisé, quand, où, auprès de qui. Vous avez également dit ignorer le coût du voyage, la manière dont il a été financé et vous avez même dit ne pas savoir qui avait payé les frais nécessaires au voyage.

Dès lors, compte tenu de toutes les imprécisions ci-avant relevées concernant votre fils, votre présence à Goma, les circonstances de votre évasion, de votre fuite vers le Rwanda, les conditions dans lesquelles vous êtes restée là-bas ainsi que celles dans lesquelles votre voyage vers la Belgique a été organisé, il n'est pas possible de considérer, en l'absence d'informations plus précises de nature à éclairer le Commissariat général, ces faits comme établis. Il n'est donc pas possible de considérer qu'il existe à votre égard, en cas de retour au Congo, une crainte fondée de persécutions au sens de la Convention ou un risque réel d'être exposée à des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Les faits invoqués

Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

3. La requête

3.1. La partie requérante invoque à l'appui de son recours un moyen pris de la violation « *des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir et notamment violation de l'article 62 de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire ; des articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 29.07.1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, du principe général de bonne administration, de l'erreur d'appréciation, notamment du principe de préparation avec soin d'une décision administrative, de l'absence, de l'erreur, de l'insuffisance ou de la contrariété dans les causes et/ou les motifs, de l'article 1^{er} de la Convention de Genève et des articles 48/3, 48/4 et 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers* ».

3.2. La La partie requérante conteste, en substance, la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

3.3. En conséquence, la partie requérante demande au Conseil, à titre principal, de lui accorder le statut de réfugié ou de protection subsidiaire et, à titre subsidiaire, d'annuler la décision attaquée.

4. Pièces versées devant le Conseil

En annexe de sa requête, la partie requérante dépose un rapport d'Amnesty International intitulé « La situation des droits humains dans le monde » et relatif à la République démocratique du Congo pour l'année 2013.

5. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

5.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New-York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1er de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

5.2. Dans sa décision, la partie défenderesse rejette la demande d'asile de la partie requérante en raison de l'absence de crédibilité de son récit. Ainsi, la partie défenderesse remet tout d'abord en cause la provenance récente de la requérante et notamment le fait qu'elle ait réellement vécu à Goma pendant six mois avant son départ du pays. Ensuite, elle relève que les propos de la requérante au sujet de la carrière et du parcours professionnel de son fils sont restés très lacunaires et parfois contradictoires. Elle constate par ailleurs le caractère imprécis et inconsistant des déclarations de la requérante au sujet de sa détention et de son évasion. Elle pointe également le fait que la requérante n'a pu donner aucune précision quant aux démarches effectuées par l'ami de son fils pour tenter de retrouver ce dernier. Elle relève encore que la requérante s'est montrée imprécise lorsqu'elle a été interrogée sur son séjour de deux semaines et demi au Rwanda. Enfin, elle note que la requérante n'a pu donner que peu d'indications quant aux conditions dans lesquelles elle a voyagé jusqu'en Belgique.

5.3. Dans sa requête, la partie requérante conteste l'appréciation que la partie défenderesse a faite de la crédibilité des faits et se livre à une critique des motifs de la décision attaquée.

5.4. A titre liminaire, le Conseil rappelle que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, page 51, § 196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier de la qualité de réfugié qu'il revendique. Partant, l'obligation de motivation du Commissaire général, en cas de rejet de la demande, se limite à exposer les motifs pour lesquels le demandeur ne l'a pas convaincu

qu'il craint avec raison d'être persécuté s'il devait rentrer dans son pays d'origine. La question pertinente consiste à apprécier si le demandeur peut convaincre, au vu de ses déclarations et par le biais des informations qu'il communique, qu'il a quitté son pays en raison d'une crainte fondée de persécution ou qu'il a des raisons fondées de craindre d'être persécuté en cas de retour dans son pays.

5.5. D'emblée, le Conseil observe que la décision attaquée développe les différents motifs qui l'amènent à rejeter la demande d'asile de la requérante. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons de ce rejet. La décision est donc formellement motivée.

5.6. Quant au fond, le Conseil considère que l'ensemble des motifs de l'acte attaqué se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents et suffisent à motiver la décision de la partie défenderesse dès lors qu'ils ont trait à des éléments fondamentaux et centraux de la demande d'asile de la partie requérante, sa présence à Goma, le profil professionnel de son fils, sa détention de trois jours et les circonstances de son évasion ainsi que son séjour au Rwanda avant de prendre la fuite. Dès lors, en démontrant l'invraisemblance du récit produit et en relevant le caractère indigent de celui-ci, le Commissaire général expose à suffisance les raisons pour lesquelles la partie requérante n'a pas établi qu'elle craint d'être persécutée en cas de retour dans son pays d'origine.

5.7. Le Conseil fait particulièrement sien le motif de la décision entreprise soulignant l'inconsistance générale des propos de la requérante relatifs aux fonctions de son fils au sein de l'armée congolaise. Ainsi, le Conseil constate que la partie requérante se borne à fournir des informations très évasives, sommaires et lacunaires à ce sujet alors que la partie défenderesse a tenté de nombreuses reprises de récolter des informations susceptibles de l'éclairer à ce sujet. Les seules informations que la partie requérante a été à même de fournir concernent le grade de son fils, le fait qu'il a été soldat à l'époque de l'ancien président Mobutu et le fait qu'il travaillait dans les bureaux. Compte tenu de l'indigence de ses propos, le Conseil estime que la requérante ne l'a pas convaincu du fait que son fils occupait la fonction de colonel dans l'armée congolaise.

Or, dès lors que la requérante déclare avoir vécu à Goma à partir du 22 novembre 2013 en raison de la mutation professionnelle de son fils à cet endroit et que son arrestation est intimement liée à la qualité de colonel de l'armée congolaise de son fils puisque, selon ses dires, les autorités de Goma ont pu prendre connaissance de ses origines par le biais des données dont elles disposaient dans le cadre de la fonction de son fils, origines qui constitueraient le motif de l'arrestation de la requérante, les constats qui précèdent permettent au Conseil de remettre en cause l'ensemble du récit d'asile de la requérante.

5.8. Le Conseil rejoint également la partie défenderesse dans sa remise en cause du fait que la requérante ait réellement vécu à Goma, endroit où l'ensemble de ses problèmes se seraient déroulés, pendant six mois. Ainsi, le Conseil estime invraisemblable le fait que la requérante n'ait pu fournir une quelconque indication de l'endroit où elle aurait vécu pendant ce laps de temps. Le Conseil s'étonne également du caractère extrêmement ténu des informations que la requérante est à même de révéler quant aux événements publics ou divers qui s'y seraient déroulés durant toute cette période. Le Conseil considère, à l'instar de la partie défenderesse, que la requérante a montré une telle méconnaissance de la ville de Goma et de ce qu'il s'y est passé au cours des six mois où elle y a résidé qu'elle est restée en défaut de le convaincre de la réalité de sa présence dans cette ville durant la période évoquée. Le seul fait que la requérante ne soit jamais sortie de son lieu de résidence et qu'elle ne connaissait pas la langue parlée à Goma ne constitue pas une justification plausible aux nombreuses ignorances caractérisées dont a fait preuve la requérante.

5.9. Le Conseil constate également, à l'instar de la partie défenderesse, le caractère sommaire et très peu étayé des déclarations de la requérante relatives à sa détention de trois jours entre le 2 et le 5 juin 2014. Au travers de telles déclarations le Conseil ne décèle, dans le chef de la requérante, aucun sentiment de vécu, quand bien-même cette détention n'aurait duré que trois jours.

5.10. Pour le surplus, le Conseil constate que la partie requérante n'avance, dans sa requête, aucun argument convaincant qui permette d'énervier les motifs de la décision entreprise auquel le Conseil se rallie. En effet, elle se contente tantôt de réaffirmer les faits tels qu'ils sont allégués par la requérante, tantôt d'avancer des explications factuelles ou contextuelles qui en l'occurrence, ne convainquent nullement le Conseil. Par ailleurs, le Conseil rappelle, pour autant que de besoin, que la question pertinente n'est pas, comme semble le penser la partie requérante, de décider si la requérante devait ou non avoir connaissance de telle ou telle information ni d'évaluer si elle peut valablement avancer des excuses à son ignorance, mais bien d'apprécier si elle parvient à donner à son récit, par le biais des

informations qu'elle communique, une consistance et une cohérence telle que ses déclarations suffisent à emporter la conviction de la réalité des événements sur lesquels elle fonde sa demande. Or, force est de constater, en l'espèce, au vu des pièces du dossier, que la décision attaquée a pu légitimement constater que tel n'est pas le cas.

5.11. Quant au bénéfice du doute sollicité en termes de requête (page 7), le Conseil ne peut que constater que les prémisses pour pouvoir en bénéficier, à savoir que les déclarations du demandeur « *doivent être cohérentes et plausibles* », font défaut (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés, Genève, 1979, réédition, 1992, § 196; dans le même sens : l'article 48/6 nouveau de la loi du 15 décembre 1980). Il n'y a dès lors pas lieu de l'accorder à la partie requérante.

5.12. Par ailleurs, en ce que la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir instruit la question du traitement réservé aux personnes originaires du Bas-Congo vivant à Goma, le Conseil relève que ce reproche manque de pertinence dès lors qu'il ressort de l'analyse de l'acte attaqué et des développements qui précèdent que la partie requérante n'est pas parvenue à convaincre qu'elle avait réellement vécu à Goma comme elle le prétend.

5.13. Les constatations qui précèdent rendent inutile un examen plus approfondi des autres motifs de la décision querellée et de l'argumentation développée en termes de requête y afférente, semblable examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

5.14. Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi le Commissaire général a violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête ou n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ; il estime au contraire que le Commissaire général a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que la partie requérante n'établit ni la réalité des faits invoqués, ni le bienfondé de la crainte alléguée.

5.15. Par conséquent, la requérante n'établit pas qu'il a quitté son pays et en demeure éloigné par crainte de persécution au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève.

6. Examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

6.1. Conformément à l'article 49/3 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil examine également la demande sous l'angle de l'octroi éventuel d'une protection subsidiaire, telle qu'elle est définie à l'article 48/4 de ladite loi. Le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4* ». Selon le paragraphe 2 précité, sont considérées comme atteintes graves, la peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine et les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

6.2. Le Conseil n'aperçoit ni dans les éléments du dossier administratif ni dans les éléments du dossier de la procédure d'indice permettant de conclure qu'il y a de sérieux motifs de croire que, si elle était renvoyée dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves. Dès lors que les faits allégués à la base de la demande ne sont pas tenus pour crédibles, il n'existe, en effet, pas de « sérieux motifs de croire » que la partie requérante « encourrait un risque réel » de subir en raison de ces mêmes faits « la peine de mort ou l'exécution » ou « la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine » au sens de l'article 48/4, § 2, a et b de la loi du 15 décembre 1980.

6.3. La partie requérante ne développe par ailleurs aucune argumentation qui permette de considérer que la situation, dans sa région de provenance au Congo, correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit pour sa part aucune indication de l'existence de

sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans ces régions où elle vivait avant son départ du pays, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

6.4. Dans sa requête, la partie requérante fait valoir l'existence de mauvais traitements et d'arrestations arbitraires en RDC en s'appuyant sur un rapport d'Amnesty International de 2013. Le Conseil relève toutefois que ce rapport est de nature générale et n'individualise nullement la situation de la requérante. Il rappelle à cet égard que simple invocation de violations des droits de l'homme existantes dans un pays ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays a des raisons de craindre d'être persécuté ou de subir des atteintes graves. Il incombe à la partie requérante de démontrer *in concreto* qu'elle a personnellement des raisons de craindre d'être persécutée ou de subir des atteintes graves ou qu'elle fait partie d'un groupe systématiquement exposé à des persécutions ou atteintes graves au regard des informations disponibles sur son pays, ce à quoi elle ne procède pas en l'espèce, au vu des développements qui précèdent.

De plus, en ce que la partie requérante, s'appuyant sur le rapport précité d'Amnesty International, invoque la situation sécuritaire qui prévaut dans l'est du Congo, le Conseil constate que la requérante n'est pas originaire de cette région du Congo et rappelle qu'il a considéré *supra*, dans le cadre de l'analyse de la demande d'asile de la requérante sous l'angle de l'article 48/3, que celle-ci n'était pas parvenue à établir sa présence à Goma durant la période invoquée précédant son départ du pays.

6.5. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

7. En conclusion, il apparaît donc que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Cette constatation rend inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

8. La partie requérante sollicite l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

9. Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Article 3

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le six janvier deux mille quinze par :

M. J.-F. HAYEZ,

président f.f., juge au contentieux des étrangers

Mme M. BOURLART,

greffier.

Le greffier,

Le président,

M. BOURLART

J.-F. HAYEZ